

ASSEMBLÉE NATIONALE

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

XIV^e Législature

SESSION ORDINAIRE DE 2013-2014

Séance(s) du jeudi 22 mai 2014

Articles, amendements et annexes



SOMMAIRE

212^e séance

PROJET D'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES ÉTATS-UNIS	3
---	---

213^e séance

PROJET D'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES ÉTATS-UNIS	9
---	---

212^e séance

PROJET D'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LES ÉTATS-UNIS

Proposition de résolution européenne sur le projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique

Texte de la commission – n° 1938

Article unique

- ① L'Assemblée nationale,
- ② Vu les articles 1^{er} et 88–4 de la Constitution,
- ③ Vu l'article 151–5 du Règlement de l'Assemblée nationale,
- ④ Vu la loi constitutionnelle n° 2005–205 du 1^{er} mars 2005 relative à la Charte de l'environnement,
- ⑤ Vu les articles 8, 22, 31, 35, 36, 37 et 38 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne,
- ⑥ Vu l'article 3 du traité sur l'Union européenne,
- ⑦ Vu les articles 16, 31, 32, 39, 146, 147, 151, 167, 168, 169, 173, 179, 191 et 207 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et son protocole n° 26 sur les services d'intérêt général,
- ⑧ Vu les conventions reconnues comme fondamentales en application de la déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail, du 18 juin 1998,
- ⑨ Vu la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, du 9 mai 1992, et le Protocole de Kyoto, du 11 décembre 1997,
- ⑩ Vu la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du 20 octobre 2005,
- ⑪ Vu la Charte des Nations Unies et notamment son article 57 relatif aux institutions spécialisées comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO),
- ⑫ Vu le rapport de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) « Incidences des chaînes de valeur mondiales pour le commerce, les investissements, le développement et l'emploi », du 6 août 2013,
- ⑬ Vu les principes directeurs du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur les entreprises et droits de l'homme et les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, du 25 mai 2011,
- ⑭ Vu les lignes directrices relatives à la responsabilité sociale – norme ISO 26000 – de l'Organisation internationale de normalisation,
- ⑮ Vu les résolutions européennes de l'Assemblée nationale n° 155 sur le respect de l'exception culturelle et la diversité des expressions culturelles du 12 juin 2013 et n° 156 sur le mandat de négociation de l'accord de libre-échange entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne du 15 juin 2013,
- ⑯ Considérant que les négociations transatlantiques en cours en vue de la signature d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique se déroulent dans des conditions ne répondant pas aux exigences démocratiques en matière de transparence des négociations ;
- ⑰ Considérant qu'il est nécessaire, parallèlement à la tenue des négociations entre l'Union européenne et les États-Unis, de renforcer la confiance mutuelle et d'assurer à chaque citoyen le plein respect du droit à la vie privée et à la protection de ses données personnelles ;
- ⑱ Considérant que les préférences collectives des Européens, notamment en ce qui concerne les organismes génétiquement modifiés, la réglementation des produits chimiques, le traitement des poulets au chlore et la consommation de bœuf aux hormones, font partie des lignes rouges fixées par l'Assemblée nationale, reconnues par le Gouvernement français et le Parlement européen ;
- ⑲ Considérant que l'Union européenne et les États-Unis se sont mutuellement engagés, dans le cadre du mandat de négociation, à ce que leurs échanges ou leurs investissements n'aboutissent, en aucune manière, à un ajustement par le bas de la qualité de leurs législations

respectives et de leurs normes internes, notamment en matière d'environnement, de santé ou de sécurité au travail ;

- 20 Considérant, qu'en vertu de l'article 218 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, un État membre, le Parlement européen, le Conseil ou la Commission peuvent saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour recueillir son avis quant à la compatibilité de l'accord envisagé avec les traités de l'Union européenne; qu'en cas d'avis négatif de la Cour, l'accord ne peut entrer en vigueur qu'après modification des traités et par conséquent, qu'en vertu notamment de l'article 169 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne visant à protéger la santé, la sécurité et les intérêts économiques des consommateurs, tout accord commercial qui contreviendrait notamment à ces objectifs pourrait être déclaré incompatible avec les traités ;
- 21 Considérant que l'introduction d'un mécanisme de règlement des différends entre États et investisseurs, dans le cadre du projet d'accord transatlantique, ne se justifie pas au regard du haut degré d'indépendance et d'impartialité des juridictions des parties concernées ;
- 22 Considérant qu'il revient au Gouvernement français d'assumer ses responsabilités et de défendre les intérêts nationaux en demandant à la Commission européenne, mandatée pour mener ces négociations au nom de l'Union européenne, d'exercer sa plus grande vigilance à chacune des étapes des négociations ;
- 23 Considérant les prérogatives de l'ensemble des institutions démocratiques juridiquement habilitées à exercer un contrôle sur les négociations et à sanctionner, au travers de leurs votes d'approbation ou de ratification, leur résultat final ;
- 24 1. Rappelle qu'en vertu de l'article 1^{er} de la Constitution, la France est une République « démocratique » et « sociale » ;
- 25 *1 bis*. Rappelle qu'en vertu de son article 10, la Charte de l'environnement « inspire l'action européenne et internationale de la France » ;
- 26 2. Invite le Gouvernement à intervenir auprès du Conseil de l'Union européenne afin de défendre l'ensemble des lignes rouges fixées par la résolution européenne n° 156 de l'Assemblée nationale sur le mandat de négociation relatif à l'accord de libre-échange entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, et à consulter, le cas échéant, à travers ses représentants, le peuple souverain, afin qu'il puisse se prononcer solennellement sur l'ensemble de ces sujets ;
- 27 3. Prend acte de l'information des représentants de la Nation par le Gouvernement sur l'état des négociations, qui devront faire l'objet d'un vote de ratification, et demande à ce que le Parlement soit dûment et étroitement associé à leur suivi à travers une information régulière sur les questions examinées dans le cadre du comité de politique commerciale du Conseil de l'Union européenne ;
- 28 4. Demande à la Commission européenne d'assurer la transparence des négociations afin que soit pleinement garantie la bonne information des citoyens ; invite, par

ailleurs, le Gouvernement à faire en sorte que les représentants de la Nation puissent être tenus informés de manière appropriée de tout document dont le contenu, en raison de son caractère particulièrement important, devrait être porté à leur connaissance ;

- 29 5. Appelle à une étroite coopération entre les parlements nationaux, d'une part, et entre le Parlement français et le Parlement européen, d'autre part ; demande que les parlements nationaux de l'Union européenne puissent être associés, à travers leurs délégations respectives, au « dialogue transatlantique des législateurs » ;
- 30 6. Demande que les négociateurs et leurs éventuels conflits d'intérêts soient identifiés ;
- 31 8. Se félicite de l'organisation, par la Commission européenne, d'une consultation publique relative au mécanisme de règlement des différends entre États et investisseurs, qui a abouti à la suspension des négociations sur ce point ;
- 32 9. Demande à ce que l'objectif de réduction des barrières non tarifaires ne remette pas en cause les préférences collectives des Européens, notamment en matière d'éthique, de travail, de santé, de sécurité environnementale et alimentaire, d'agriculture, de droits humains, de droits du vivant et de protection de la vie privée, afin de protéger les citoyens, les consommateurs et les travailleurs de l'Union européenne et de garantir, en particulier, la qualité des produits qui leur sont proposés, conformément aux dispositions du droit européen relatives aux organismes génétiquement modifiés, à l'utilisation des hormones de croissance, au clonage ou à la décontamination chimique des viandes ;
- 33 10. Demande à la Commission européenne de veiller, dans les négociations, au respect du principe de précaution et à la défense de l'exception et de la diversité des expressions culturelles ainsi que du système de protection intellectuelle et industrielle, y compris les indications géographiques.

Amendement n° 11 présenté par M. Bertrand.

Après l'alinéa 12, insérer l'alinéa suivant :

« Vu l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, signé à Marrakech le 15 avril 1994 et par lequel les États parties se déclaraient « résolues, par conséquent, à mettre en place un système commercial multilatéral intégré, plus viable et durable » ; ».

Amendement n° 12 présenté par M. Bertrand.

Après l'alinéa 12, insérer l'alinéa suivant :

« Vu le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends adopté dans le cadre des accords de l'Organisation mondiale du commerce du cycle de l'Uruguay Round (1986 – 1994) ; ».

Amendement n° 30 présenté par le Gouvernement.

Après l'alinéa 15, insérer l'alinéa suivant :

« Vu le caractère mixte du mandat de négociation confié par la France à la Commission européenne, »

Amendement n° 13 présenté par M. Bertrand.

À l'alinéa 16, substituer aux mots :

« transatlantiques en cours en vue de la signature d'un accord de libre-échange »

les mots :

« en cours en vue de la signature d'un Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) ».

Amendement n° 1 présenté par M. Roumegas, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. Coronado, M. de Rugy, Mme Duflot, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, M. Molac, Mme Pompili et Mme Sas.

Après l'alinéa 16, insérer l'alinéa suivant :

« Considérant que le système mis en place par l'Agence nationale de sécurité américaine – National Security Agency (NSA) – porte une atteinte grave et sérieuse aux droits et libertés individuels et collectifs des citoyens européens ; ».

Amendement n° 18 présenté par M. Asensi, M. Bocquet, Mme Buffet, M. Candelier, M. Carvalho, M. Charroux, M. Dolez, Mme Fraysse et M. Sansu.

Rédiger ainsi l'alinéa 17 :

« Considérant que le système d'espionnage mis en place par l'Agence nationale de sécurité américaine – National Security Agency (NSA) – porte une atteinte grave et sérieuse aux droits et libertés individuels et collectifs, ainsi qu'aux nationaux français ; ».

Amendement n° 17 présenté par M. Asensi, M. Bocquet, Mme Buffet, M. Candelier, M. Carvalho, M. Charroux, M. Dolez, Mme Fraysse et M. Sansu.

Rédiger ainsi l'alinéa 18 :

« Considérant que, sur le volet agricole de la négociation, un rapport de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen met en garde l'Union européenne sur le risque de dilution des protections qu'elle offre à ses citoyens dans le domaine de l'environnement et de la sécurité alimentaire, en raison des différences de législations entre les deux rives de l'Atlantique qui sont nettement moins protectrices aux États-Unis d'Amérique, notamment en matière d'organismes génétiquement modifiés, de réglementation des substances chimiques, de traitement des volailles au chlore, de consommation de bœuf aux hormones, d'utilisation de pesticides et d'émissions gazeuses liées aux transports aériens... ; que la suppression des droits de douane constitue une menace pour le modèle agricole européen et obère la perspective de transition vers des modes de production durables et écologiques ; ».

Amendement n° 19 présenté par M. Asensi, M. Bocquet, Mme Buffet, M. Candelier, M. Carvalho, M. Charroux, M. Dolez, Mme Fraysse et M. Sansu.

Rédiger ainsi l'alinéa 19 :

« Considérant les implications environnementales d'un possible accord en raison de la libéralisation accrue du marché de l'énergie, de l'augmentation des flux commerciaux et de la toute-puissance conférée aux firmes multinationales pour contester les politiques publiques en vigueur comme l'interdiction de la fracturation hydraulique ou la réglementation sur les quotas d'émission de dioxyde de carbone qui entraveront toute perspective de transition énergétique dont l'urgence est reconnue par l'ensemble de la communauté internationale ; ».

Amendement n° 14 présenté par M. Roumegas, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. Coronado, M. de Rugy, Mme Duflot, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, M. Molac, Mme Pompili et Mme Sas.

Après l'alinéa 19, insérer l'alinéa suivant :

« Considérant qu'en matière de lutte contre le changement climatique, de transition énergétique, de préservation de la biodiversité, de mise en place d'une agriculture durable, de protection des droits humains, de la vie privée et des droits du vivant, les préférences collectives des citoyens européens ne doivent en aucun cas être menacées ; ».

Amendement n° 20 présenté par M. Asensi, M. Bocquet, Mme Buffet, M. Candelier, M. Carvalho, M. Charroux, M. Dolez, Mme Fraysse et M. Sansu.

Supprimer l'alinéa 20.

Amendement n° 21 présenté par M. Asensi, M. Bocquet, Mme Buffet, M. Candelier, M. Carvalho, M. Charroux, M. Dolez, Mme Fraysse et M. Sansu.

Rédiger ainsi l'alinéa 21 :

« Considérant que l'introduction d'un mécanisme d'arbitrage des différends entre investisseurs et États constituerait un puissant outil pour contester et décourager toute décision politique qui pourrait aller à l'encontre des stratégies et profits des entreprises multinationales ; ».

Amendement n° 15 présenté par M. Roumegas, Mme Abeille, M. Alauzet, Mme Allain, Mme Attard, Mme Auroi, M. Baupin, Mme Bonneton, M. Cavard, M. Coronado, M. de Rugy, Mme Duflot, M. François-Michel Lambert, M. Mamère, Mme Massonneau, M. Molac, Mme Pompili et Mme Sas.

Compléter l'alinéa 21 par les mots :

« et peut menacer le processus démocratique en remettant en cause les décisions souveraines des représentants du peuple ».

212^e séance

ANALYSE DES SCRUTINS

Scrutin public n° 795

Sur l'amendement n° 21 de M. Asensi à l'article unique de la proposition de résolution européenne sur le projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique.

Nombre de votants :	45
Nombre de suffrages exprimés:	44
Majorité absolue :	23
Pour l'adoption :	18
Contre :	26

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe socialiste, républicain et citoyen (290) :

Pour..... : 1

M. Jean-Luc **Laurent**.

Contre..... : 26

M. Christian **Assaf**, Mme Pascale **Boistard**, MM. Florent **Boudié**, Jean-Jacques **Bridey**, Mme Isabelle **Bruneau**, M. Christophe **Caresche**, Mmes Marie-Arlette **Carlotti**, Nathalie **Chabanne**, M. Jacques **Cresta**, Mme Seybah **Dagoma**, M. Jean-Pierre **Dufau**, Mme Françoise **Dumas**, MM. Jean-Paul **Dupré**, Alain **Fauré**, Mmes Estelle **Grelrier**, Élisabeth **Guigou**, Chantal **Guittet**, M. Laurent **Kalinowski**, Mme Marietta **Karamanli**, M. Pierre-Yves **Le Borgn'**, Mmes Annick **Lepetit**, Martine **Lignières-Cassou**, MM. Dominique **Potier**, Joaquim **Pueyo**, Gilles **Savary** et Thomas **Thévenoud**.

Non-votant(s) :

M. Claude **Bartolone** (Président de l'Assemblée nationale).

Groupe de l'union pour un mouvement populaire (198) :

Pour..... : 1

M. Jacques **Myard**.

Abstention..... : 1

M. Guy **Geoffroy**.

Non-votant(s) :

Mme Catherine **Vautrin** (Président de séance).

Groupe de l'union des démocrates et indépendants (28) :

Pour..... : 1

M. Arnaud **Richard**.

Groupe écologiste (18) :

Pour..... : 8

Mme Laurence **Abeille**, M. Éric **Alauzet**, Mmes Brigitte **Allain**, Danielle **Auroi**, Michèle **Bonneton**, Cécile **Duflot**, M. Noël **Mamère** et Mme Véronique **Massonneau**.

Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste (16).

Groupe de la gauche démocrate et républicaine (15) :

Pour..... : 6

MM. François **Asensi**, Jean-Jacques **Candelier**, André **Chassaigne**, Marc **Dolez**, Mme Jacqueline **Fraysse** et M. Nicolas **Sansu**.

Non inscrits (8) :

Pour..... : 1

Mme Marion **Maréchal-Le Pen**.

Scrutin public n° 796

Sur l'amendement n° 15 de M. Roumegas à l'article unique de la proposition de résolution européenne sur le projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique.

Nombre de votants :	44
Nombre de suffrages exprimés:	43
Majorité absolue :	22
Pour l'adoption :	19
Contre :	24

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

Groupe socialiste, républicain et citoyen (290) :

Pour..... : 3

Mmes Marie-Arlette **Carlotti**, Marietta **Karamanli** et M. Jean-Luc **Laurent**.

Contre..... : 24

M. Christian **Assaf**, Mme Pascale **Boistard**, MM. Florent **Boudié**, Jean-Jacques **Bridey**, Mme Isabelle **Bruneau**, M. Christophe **Caresche**, Mme Nathalie **Chabanne**, M. Jacques **Cresta**, Mme Seybah **Dagoma**, M. Jean-Pierre **Dufau**, Mme Françoise **Dumas**, MM. Jean-Paul **Dupré**, Alain **Fauré**, Mmes Estelle **Grelrier**, Élisabeth **Guigou**, Chantal **Guittet**, MM. Laurent **Kalinowski**, Pierre-Yves **Le Borgn'**, Mmes Annick **Lepetit**, Martine **Lignières-Cassou**, MM. Dominique **Potier**, Joaquim **Pueyo**, Gilles **Savary** et Thomas **Thévenoud**.

Non-votant(s) :

M. Claude **Bartolone** (Président de l'Assemblée nationale).

Groupe de l'union pour un mouvement populaire (198) :

Abstention..... : 1

M. Guy **Geoffroy**.

Non-votant(s) :

Mme Catherine **Vautrin** (Président de séance).

Groupe de l'union des démocrates et indépendants (28) :

Groupe de l'union pour un mouvement populaire (198) :

Abstention.... : 1

M. Guy **Geoffroy**.

Non-votant(s) :

Mme Catherine **Vautrin** (Président de séance).

Groupe écologiste (18) :

Pour..... : 9

Mme Laurence **Abeille**, M. Éric **Alauzet**, Mmes Brigitte **Allain**,
Danielle **Auroi**, Michèle **Bonneton**, Cécile **Duflot**, M. Noël
Mamère, Mme Véronique **Massonneau** et M. Paul **Molac**.

Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste (16).

Groupe de la gauche démocrate et républicaine (15) :

Pour..... : 6

MM. François **Asensi**, Jean-Jacques **Candelier**, André
Chassaigne, Marc **Dolez**, Mme Jacqueline **Fraysse** et
M. Nicolas **Sansu**.

Non inscrits (8) :

Pour..... : 1

Mme Marion **Maréchal-Le Pen**.